

Face au déficit qui se creuse, Macron prêt à demander des efforts aux collectivités locales

Par Olivier Beaumont Le 21 mars 2024 à 06h12

6–8 minutes

« Et puisque minuit vient de passer, je voudrais en profiter, avant de nous quitter, pour souhaiter un anniversaire à deux personnes autour de cette table : François Patriat et Jean-Paul Mattei. » Comme si Emmanuel Macron avait facétieusement attendu les tout premiers instants de ce jeudi 21 mars pour ainsi adresser ses vœux. C'est donc au bout de trois longues heures qu'il a achevé, peu après minuit, [un dîner de travail à l'Élysée avec tous ses cadres.](#)

Autour d'un habituel plateau de fruits de mer, au salon des Ambassadeurs, [le chef de l'État](#) avait convié les chefs de parti de la majorité, les présidents des groupes parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat, la présidente de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet, ainsi que son Premier ministre Gabriel Attal et quelques membres du gouvernement, dont Bruno Le Maire (Économie) et Catherine Vautrin (Travail).

C'est que l'heure est grave à quelques jours, le 26 mars, des chiffres définitifs du déficit français qui seront communiqués par l'Insee pour l'année 2023. Probablement autour de 5,6 % du PIB, au lieu de 4,9 % attendus, selon des indiscretions

[recueillies par nos confrères des Échos.](#)

« Pas de hausse des impôts »

Puis la menace d'une dégradation de la note française par les agences de notation d'ici la fin avril et la fin mai, qui fait planer dans la foulée une hausse des taux d'intérêt. Scénario noir, qui plombe en ce moment le moral de l'exécutif. Au point de justifier, déjà, [un premier coup de rabot de 10 milliards](#) dans la dépense publique pour 2024... en prélude à d'autres choix douloureux dans les prochaines semaines.

« Tout le monde est d'accord pour reconnaître que la période est compliquée, mais on fait du bon boulot, on avance et on a un bilan. Et grâce aux réformes, nous n'avons pas connu de récession, contrairement à nos voisins », a d'abord pointé [le président](#) lors du dîner, selon des propos rapportés par plusieurs participants, tout en reprochant aux « extrêmes de surfer sur des contradictions permanentes ».

Du pain bénit pour son ministre de l'Économie [Bruno Le Maire](#) (malgré quelques tensions sur le sujet en ce moment entre les deux hommes), qui a rebondi pour sa part sur l'ensemble des partis d'opposition, accusés d'avoir été « irresponsables hier et qui le sont encore aujourd'hui ».

Mais une fois passé les tacles, quelles sont les pistes d'économie ? « On a déjà fait 10 milliards, c'est fort. Les oppositions auraient été incapables de faire cela aussi vite et aussi puissamment. Mais on doit pouvoir faire encore plus », a ensuite planté Emmanuel Macron, sans jamais se départir de sa principale recommandation à ce stade : « pas de hausse des impôts ».

Un avis largement partagé autour de la table, à une exception

près : celle de Yaël Braun-Pivet qui a dit qu'il « faut assumer de revenir sur ce sujet quand les circonstances exceptionnelles le justifient ».

Vers une nouvelle réforme de l'assurance-chômage ?

Le patron du groupe Renaissance à l'Assemblée, Sylvain Maillard, a de son côté plaidé pour « des réformes de structures de l'appareil d'État, là où les Français verront le plus rapidement et le plus concrètement les efforts entrepris pour réduire la dépense ». François Bayrou (MoDem) a quant à lui alerté sur la méthode, et encore plus sur le message : « On passe du quoi qu'il en coûte à des mesures d'économie jamais égalées depuis trente ans. Si on n'explique pas bien les choses aux Français, ils ne nous soutiendront pas. »

Surtout que parmi les pistes évoquées, plusieurs pourraient susciter quelques grincements de dents. Notamment sur la dépense sociale (« 50 % de la dépense publique », a rappelé Emmanuel Macron), où l'exécutif pousse pour aller vers une nouvelle réforme de l'assurance-chômage, mais aussi la suppression ou la mise sous conditions de certaines autres prestations sociales. « Là-dessus, on doit n'avoir aucun tabou. Tout est sur la table », confiait un participant en sortant du dîner.

« L'État prend ses responsabilités, mais les collectivités locales devront aussi prendre les leurs », a poursuivi le président de la République, après que le rapporteur général de la commission des Finances à l'Assemblée, Jean-René Cazeneuve, a précisé que « les collectivités locales ont été largement gagnantes » des transferts de finances de l'État « entre 2017 et 2024 ».

De là à envisager de couper certains robinets ou réduire la

voilure sur certains dispositifs, comme la compensation à l'euro près depuis la suppression de la taxe d'habitation ? « Toutes les études montrent que les collectivités territoriales sont celles qui ont été les plus dépensières ces dernières années. C'est donc qu'il y a de la marge », explique un cadre de la majorité. « Tant qu'on leur rapporte des recettes, elles les dépenseront », poursuit encore plus cash un ministre.

Le spectre de la guerre en Ukraine

Un point de vue qui ne fait pas forcément consensus au sein de la majorité. « Si demain l'État supprime certains transferts financiers aux communes, elles augmenteront les impôts locaux. Donc, c'est le contribuable qui sera perdant. Attention à ne pas lever de nouveaux fronts contre nous », s'inquiète déjà un pilier de la macronie.

Bref, sans que rien ne soit définitivement tranché à l'issue du dîner, des pistes semblent aujourd'hui se dessiner. Et a priori, sans projet de loi de finance rectificative d'ici cet été, « car nous n'avons rien à cacher », plaide un conseiller. Mais l'équation reste complexe.

D'autant qu'un autre élément pourrait pousser l'exécutif à accélérer : [celui de la guerre en Ukraine](#), et des tensions géopolitiques qui vont forcément avoir un impact sur les finances françaises. À l'image des 3 milliards d'aide à la coopération avec Kiev que Paris a récemment signé. « On doit faire face à un choc économique conjoncturel, lié notamment à la géopolitique. On assume et on dit la vérité aux Français », poursuit l'Élysée. Encore plus dans un contexte d'élections européennes où le sujet va aussi s'inviter dans la campagne.

Ce qu'Emmanuel Macron n'ignore pas. Il en a même fait

allusion lors du dîner, en tout début de repas, quand il a demandé « une mobilisation forte » de son camp. Car, à l'entendre, [la situation en Ukraine sera au cœur des débats...](#) « qu'on le veuille ou non ».